

DÉBUT DE SEMAINE TRÈS MOUVEMENTÉ À TRAVERS PLUSIEURS COMMUNES DE BÉJAÏA

Fermeture des RN 26 et 9, plusieurs sièges d'APC et la daïra de Barbacha

La wilaya de Béjaïa a connu, hier, un début de semaine très agité à travers plusieurs actions de fermeture de routes et de sièges d'APC par des citoyens, se plaignant des mauvaises conditions de vie dans leurs cités.

Ainsi, tôt dans la matinée de ce dimanche les villageois de Tasga, relevant de Timezrit ont procédé à la fermeture, à la circulation automobile, de la RN 26 reliant la wilaya de Béjaïa au centre du pays, à hauteur du village agricole, à quelques encablures de l'unité Alfatidex de Remila, pour se «faire entendre» des pouvoirs publics qui tardent à prendre en charge leurs doléances. Les villageois protestataires s'insurgent entre autres contre la dégradation de l'état de la route menant vers leur cité. La énième

action infernale de fermeture de route n'a pas manqué de pénaliser lourdement les milliers d'usagers de cet important axe routier dans leur déplacement. Les automobilistes ont dû faire de très longs détours de plusieurs kilomètres par les routes de montagnes pour rejoindre leurs destinations.

De nombreux travailleurs, habitant la vallée de la Soummam, n'ont pas pu aussi rejoindre leurs lieux de travail suite au blocage de cette voie de communication. Les habitants du village d'Ifrane, relevant de la municipalité de Toudja, ont pour leur part procédé à la fermeture du siège de leur APC pour exiger la reprise des travaux de réalisation d'un poste maçonné pour l'extension du réseau électrique vers leur village.

Les travaux du poste en question ont été bloqués pour cause d'une opposition d'autres citoyens. La maire de Toudja qui intervenait sur

les ondes de la radio locale a fait savoir que le wali et les responsables de Sonelgaz ont été alertés pour «trouver une solution au problème».

La commune et la daïra de Barbacha font face également à la grogne des villageois de Boughiden. Ces derniers ont boqué les sièges de l'APC et la daïra de Barbacha pour réclamer la reprise des travaux de raccordement du gaz naturel et la remise en l'état de la route vers leur village.

Le siège de la municipalité d'Akfadou était fermé par les habitants du village d'Imaghdassen qui refusent la proposition de l'APC liée à la répartition de l'eau de source, a-t-on appris . «L'eau de source est équitablement répartie suivant le nombre d'habitants des villages conformément au recensement RGPH de 2008. La répartition a été faite en présence de tous les élus et les comités de villages, tout

en se mettant d'accord pour évaluer la démarche après 15 jours. Tout le monde était d'accord. Le village Imaghdassen, selon les dernières informations, refuse car on estime que c'est leur héritage. Des villageois réclament 50% de l'eau de cette source alors que d'autres du même village pensent qu'il faut prendre en considération toutes les sources. «Mais j'estime que cela doit se faire en période de sécheresse», a expliqué en substance, M. Haddadou, le maire d'Akfadou sur les ondes de la radio.

La côte-Est béjaouie a été également secouée par une protestation citoyenne dans la journée de dimanche. La RN9, reliant le chef-lieu de wilaya et l'est du pays a été coupée à la circulation au niveau de la cité balnéaire de Souk-El-Tenine par des fellahs pour mettre la pression sur les pouvoirs publics qui tardent aussi à répondre favorablement à leurs préoccupations, rapporte une source locale.

A. K.

AKBOU

Démantèlement d'un groupe de narcotrafiquants et saisie de 19 kg de kif

Les éléments de la BRI relevant de la police judiciaire au niveau de la Sûreté de wilaya ont procédé, ces derniers jours, au démantèlement d'un important réseau de stupéfiants composé de huit individus dont une femme.

Le groupe de narcotrafiquants dont l'âge varie entre 26 et 53 ans, habitant à Akbou et Ighil Ali a été arrêté en flagrant délit de possession d'une importante quantité de (19 kg) de kif traité, des psychotropes et une somme d'argent de 97 millions de centimes, rapporte la cellule de communication de la Sûreté de wilaya.

Présenté devant le parquet d'Akbou, le groupe de narcotrafiquants a été placé en détention préventive sous les accusations «de

trafic de stupéfiants, détention d'armes blanches et usurpation d'identité».Les mêmes éléments de la BRI de Béjaïa ont aussi arrêté trois individus spécialisés dans la vente d'armes à feu, catégorie 5, au niveau de la ville d'Akbou, rapporte la cellule de communication de la Sûreté de wilaya dans le même communiqué.

Des armes à feu de catégorie 5 ont été saisies sur les trois individus, interpellés à bord d'un véhicule

Volkswagen, répondant aux initiales Z. CH., 33 ans de Tebessa, B. A., 43 ans et Z. O. 32 ans résidant à Khenchela, indique-t-on.

Les trois mis en cause qui ont été présentés devant le procureur près le tribunal d'Akbou sous les chefs d'inculpation de «commercialisation d'armes de catégorie 5, sans autorisation des autorités compétentes» ont été placés sous mandat de dépôt.

A. K.

ANSEJ DE AÏN DEFLA

Un bilan et des non-dits

La Direction de wilaya de l'Agence nationale de soutien à l'emploi de jeunes, l'Ansej, vient de présenter aux correspondants de la presse nationale son bilan d'activités de l'année 2015.

Première remarque à faire, c'est qu'il apparaît que l'agence a apposé un très net bémol dans le financement des projets durant l'année 2015, par rapport à l'année 2014, puisque des 800 projets soutenus en 2014, ce nombre, réduit en peau de chagrin, a accusé une forte baisse en passant à 267 projets soutenus en 2015. Est-ce qu'on se bouscule moins au portillon de l'agence ? S'agit-il de restrictions budgétaires, de réserves financières en voie de tarissement ? Est-ce que le cordon de la bourse s'est resserré par les nouvelles mesures d'austérité suite à la crise financière ? Telles ont été les questions qui ont été posées pour avoir une explication de cette forte baisse dans le nombre des projets financés.

Pour le directeur de l'agence, M. Guesmia Mohammed, aucune de ces causes n'est à l'ordre du jour «Il s'agit maintenant de passer à une étape de financement des projets de qualité avec en plus, bien des créneaux sont maintenant saturés tels que les transports», dira-t-il en réponse à ces

questionnements. Pour étayer ses justifications il note que la priorité des projets soutenus a été accordée aux services avec, sur les 267 projets validés, 105 ont trait aux services, 97 projets dans le domaine des activités relatives à l'agriculture puisque c'est la vocation de la wilaya de Aïn Defla, 14 pour l'artisanat, 14 pour la petite industrie et la maintenance, 12 pour le bâtiment, les travaux publics et l'hydraulique et 5 pour les professions libérales (cabinets, études notariales, avocats...)

Une mesure visant la qualification pour assurer une viabilité des projets et leur pérennité, il a été adopté un critère de détention d'une formation en adéquation avec le projet envisagé. Pour cela, toujours selon M. Guesmia, une convention avec certains établissements a été signée pour que les postulants, sans formation, bénéficient d'un stage de 3 mois.

S'agissant de l'aspect technique de financement, le responsable explique que le postulant au soutien doit avancer un apport personnel de

1% du montant du projet, quand l'estimation du coût est inférieure à 5 millions de DA, 29% par l'agence et 70% par les banques.

Quand le projet est estimé à plus de 5 millions de DA jusqu'à 10 millions de DA, l'apport personnel doit être de 2%, 28% par l'Ansej et 70% par les banques.

C'est la réglementation pour la formule du montage financier triangulaire, la plus courante, la seconde formule dite mixte consiste à ce que l'agence soutienne le projet à 28 ou 29% du coût du projet et le reste 71 ou 72% sera un apport personnel sans le concours de banques.

A noter que cette alternative est rare parce que la première formule présente des avantages fiscaux tels que l'exonération, 3 ans pour la zone nord, 6 ans pour la zone des Hauts-Plateaux et 10 ans pour la troisième zone, celle du Sud, aucun intérêt à payer, prêt non rémunéré depuis juillet 2014.

Pour assurer plus de viabilité aux projets, l'agence a signé des conventions avec Algérie Télécom, l'Algérienne des eaux pour assurer des plans de charge pour les jeunes promoteurs avec en plus la mesure adoptée par l'Etat consistant à dégager 20% des marchés publics pour

les jeunes entrepreneurs. Selon notre interlocuteur, 116 marchés ont été accordés à de jeunes entreprises entre 2012 et 2015.

Cependant, deux questions de taille ont été éludées par le directeur de l'agence. A combien reviennent les enveloppes globales des 800 projets soutenus en 2014 auxquels sont venus s'ajouter 267 projets financés en 2015. A ce sujet le directeur s'est contenté de «Je n'ai pas les chiffres (.....)».

Par ailleurs, à la question de savoir où en est le recouvrement, le directeur s'est là aussi contenté de réponses très évasives telles que «nous accompagnons le promoteur depuis l'introduction de sa demande de soutien jusqu'au lancement du projet».

Pour ce qui est des contrôles de l'utilisation des fonds octroyés, il a été évoqué «nous avons mis en place des équipes pour s'assurer des développements des projets».

Quels résultats ont été enregistrés par ces équipes, combien de projets ont été viables, y a-t-il eu des projets détournés ? Dans ce cas combien de dossiers ont été transmis à la justice ? De telles questions sont restées sans réponses....

Karim O.

UNE MAISON DE L'ENTREPRENEURIAT À MOSTAGANEM

711 petites entreprises ont été créées en 2015

Le directeur de l'Ansej a dressé en cette occasion un bilan exhaustif des activités de l'antenne de Mostaganem, lequel fait ressortir une baisse significative du nombre de projets (711) financés au cours de l'année 2015.

En comparaison aux cinq dernières années, cette baisse est justifiée par la suppression de l'activité transport. Depuis sa création en 1998, l'antenne Ansej a créé quelque 8 242 projets pour 8 577 hommes et 665 femmes et que seulement 7% des demandes émanent d'universitaires.

Les projets touchent différents secteurs d'activité : artisanat 15%, BTP 15%, hydraulique 1%, maintenance 3% ; pêche 1%, profession libérale 2%, services 30%, transport marchandise 9%, transport voyageurs 4%, chambres froides 7% et agriculture 13%.

A la lecture de ce bilan, le conférencier a abordé aussi les différentes actions réalisées avec les entreprises, la formation professionnelle et l'université par des signatures de convention.

L'autre grand acquis pour l'agence Ansej est la création de la maison entrepreneuriat au niveau de l'université Abdelhamid-Ben Badis qui a transformé la ferveur de nos étudiants à s'intéresser davantage à ce dispositif de l'emploi. A une question relative au recouvrement des dettes engendrées par les porteurs des projets, le directeur s'est dit satisfait et que seules 30 personnes sont poursuivies en justice pour un défaut de paiement de créances ou de détournements de matériels.

Enfin, des journées de sensibilisation, des portes ouvertes, des ateliers de travail sont souvent organisés par les cadres de l'Ansej pour apprendre aux jeunes dirigeants à bien gérer leurs entreprises.

A. B.